

tout à l'heure, en citant le passage de la déclaration du ministre des Finances où il disait:

Si nous n'agissons pas dans ce sens, il se pourrait fort bien que les Canadiens se réveillent un jour, peut-être plus proche qu'ils ne le pensent, pour constater qu'ils ont perdu tout contrôle de leur destinée non seulement économique mais aussi politique.

C'est avec ce souhait que je voudrais voir prendre en considération une étude sérieuse non seulement de la fiscalité au Canada, mais une révision approfondie de notre politique monétaire, qui répondrait aux besoins de l'heure et aux besoins futurs de la nation canadienne, si nous voulons continuer à vivre dans ce pays où les deux nations ont le choix, à l'heure actuelle—choix épouvantable—de sombrer ou de créer une politique monétaire qui saura respecter la personne humaine—qui aspire depuis longtemps à ce respect—sur le plan économique. Bref, le Parlement devrait établir une politique monétaire qui, tout en respectant la dignité de la personne humaine, lui faciliterait l'accès aux richesses abondantes du pays.

Ces quelques suggestions, que je désirais faire à la Chambre, devraient à mon avis être prises en sérieuse considération, et l'on devrait se pencher sur le problème et offrir des solutions appropriées aux besoins de l'heure. Nous ne sommes plus au temps de la petite pelle, c'est pourquoi les travaux d'hiver furent un fiasco. Nous sommes en plein vingtième siècle, alors que tout se fait rapidement.

Alors, hâtons-nous, si nous ne voulons pas qu'en 1967, année du centenaire, la province de Québec, trop longtemps frustrée et bafouée dans ses droits acquis par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, pose un geste peut-être déplorable pour toute la nation canadienne.

Hâtons-nous de trouver une solution. Servons-nous de l'autorité souveraine du Parlement et exerçons-la sur la Banque du Canada, un organisme qui, selon ses buts lors de sa fondation en 1934, devait avoir le pouvoir de monnayer les crédits dont la nation canadienne avait besoin. Cessons de discuter autour de formules qui ne répondent à rien.

(Traduction)

Mlle Pauline Jewett (Northumberland): Monsieur l'Orateur, à la suite des deux orateurs précédents, dont l'un et l'autre ont convenu, il me semble, que deux des très graves problèmes qu'affronte le Canada à l'heure actuelle sont le chômage et la domination de nos ressources par des capitaux étrangers, je ne puis qu'avouer que ce sont et que c'étaient les problèmes qui ont été discutés durant la récente campagne électorale, et le discours que nous venons d'entendre ressemble étrangement à un discours qui aurait été rédigé pour une assemblée électorale et répété aujourd'hui.

Toutefois, je ne saurais nullement admettre avec l'orateur précédent que notre parti s'est engagé à instituer des mesures qui exigeraient ou entraîneraient le genre de régie monétaire qu'il préconise ni les attributions de la Banque du Canada qu'il recommande. J'estime néanmoins que, par l'entremise du ministre actuel des Finances, nous avons tenté de...

(Texte)

M. Perron: Puis-je poser une question à l'honorable député?

Mlle Jewett: Lorsque j'aurai fini.

(Traduction)

Je n'en ai pas moins l'impression que les modifications fiscales que nous propose aujourd'hui le ministre des Finances constituent, de notre part, un assez gros effort, un très gros effort même, en vue de résoudre ces deux importants problèmes, d'autres problèmes aussi, mais surtout les deux que j'ai mentionnés: le chômage, en particulier dans les régions trop lentes à se développer, et la mainmise de l'étranger sur nos ressources.

Nous tous de ce côté-ci de la Chambre—tel est, en tout cas, mon avis, que d'autres partagent, j'en suis sûr—sommes fermement convaincus depuis longtemps déjà que, grâce au ministre des Finances actuel, des mesures positives seront prises en vue de régler ces deux problèmes.

Nous avons consacré beaucoup de temps à en parler, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parlement, mais, comme chacun le sait, il est bien plus facile de parler que d'agir, surtout quand les mesures à prendre sont aussi difficiles que celles-là. Bien entendu, il va se trouver des hommes d'affaires, des financiers et autres, des pays étrangers aussi, à qui elles n'auront pas l'heur de plaire. Mais quand un pays cherche à devenir maître chez lui ou prend des mesures énergiques pour résorber le chômage et hausser son niveau de vie, il est fatal que quelqu'un doive en subir les conséquences.

Nous voudrions que ce ne soit pas nécessaire. Nous aimerions que tout ce qui se fait rende tout le monde heureux, mais malheureusement ce n'est pas toujours le cas et, quand on prend certaines mesures, surtout dans le domaine économique, il est fatal que quelqu'un en souffre. Mais parce qu'un petit nombre de Canadiens est lésé, ce n'est pas une raison pour qu'on déclare, comme l'a fait l'honorable représentant de Pontiac-Témiscamingue (M. Martineau), que nous ne devrions prendre aucune mesure. En raisonnant de cette façon, nous ne ferions jamais rien pour diminuer le chômage chronique et y mettre un terme.